COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

COMMISSION DE LA JUSTICE

van

du

WOENSDAG 22 JUNI 2016

MERCREDI 22 JUIN 2016

Namiddag

Après-midi

La réunion publique de commission est ouverte à 14.30 heures et présidée par M. Philippe Goffin.
De openbare commissievergadering wordt geopend om 14.30 uur en voorgezeten door de heer Philippe Goffin.

01 Questions jointes de

- Mme Vanessa Matz au ministre de la Justice sur "l'Institut médico-légal de Liège et les conclusions de l'évaluation prévue le 9 juin au cabinet de la Justice" (n° 12254)

- M. Philippe Goffin au ministre de la Justice sur "l'évaluation des nouveaux tarifs appliqués aux analyses ADN" (n° 12448)

01 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Vanessa Matz aan de minister van Justitie over "het Luikse Institut de Médecine légale en de conclusies van de evaluatie die op 9 juni op het kabinet van Justitie zou plaatsvinden" (nr. 12254)

- de heer Philippe Goffin aan de minister van Justitie over "de evaluatie van de nieuwe tarieven voor de DNA-analyses" (nr. 12448)

01.01 **Vanessa Matz** (cdH): Monsieur le ministre, ne pensez pas que je sois monomaniacque! Il est vrai que je vous ai souvent interpellé sur ce dossier parce que, au-delà de mon caractère liégeois principautaire, j'ai le sentiment avec d'autres que nous passons à côté de quelque chose si nous ne nous attardons pas davantage sur l'avenir de l'Institut médico-légal de Liège.

Lors d'une de mes dernières interrogations à peu près un mois plus tôt, vous aviez affirmé qu'une réunion de concertation serait organisée non seulement sur l'Institut médico-légal mais de manière plus générale sur l'ensemble des missions, de la tarification des missions notamment sollicitées par la justice, les analyses ADN ou toute autre considération. Je reviens vers vous afin de savoir si cette réunion, qui devait avoir lieu le 9 juin dernier au cabinet de la Justice, a bien eu lieu sachant que votre département a été touché par l'actualité politique ces derniers temps.

Vous annonciez que les laboratoires ADN seraient joints à cette réunion. L'étaient-ils? Quels laboratoires ont-ils été conviés? Quels laboratoires étaient-ils représentés? Quelles conclusions tirez-vous de cette rencontre? L'angle de vue concernant les analyses ADN va-t-il être maintenu (on sait que cela dépend de la législation européenne notamment) ou, au contraire, adapté? Le laboratoire ADN liégeois et plus largement l'Institut médico-légal, souhaitent continuer à exercer leurs missions. Lors d'une dernière réponse de votre part, vous aviez souligné qu'ils ne le voulaient pas. Ce n'est pas une question de volonté et je vous l'avais dit, mais le manque à gagner pour la partie ADN est hautement préjudiciable pour ce laboratoire et pour l'Institut médico-légal dans son ensemble. J'insiste à nouveau sur l'aspect hautement important de cet Institut médico-légal liégeois. Je vous remercie.

01.02 **Philippe Goffin** (MR): Monsieur le ministre, les questions que je pose portent sur le même sujet. Quelles sont les conclusions apportées par l'évaluation des nouveaux tarifs appliqués aux analyses ADN? Comment évaluez-vous la situation des instituts médico-légaux de notre pays? Comment cette situation évolue-t-elle? Que ressort-il de vos contacts avec ces instituts médico-légaux?

01.03 **Koen Geens**, ministre: Chers collègues, me référant à mes réponses du 17 février et du 11 mai, je peux vous confirmer que cette réunion a eu lieu le 9 juin. Tous les laboratoires y étaient représentés, à l'exception du laboratoire BIO.be qui a mis fin à ses activités et Genex qui n'a pas réintroduit de demande pour son accréditation 2015.

La réunion s'est déroulée dans un esprit constructif. Il a été constaté que le tarif appliqué ne suffit pas

toujours pour le volume traité par chaque laboratoire séparément. Il y a donc un besoin de collaboration et de spécialisation du marché. Plusieurs laboratoires sont à la recherche d'une solution, soit en regroupant la partie technologie, soit en cherchant des collaborations entre laboratoires tout en conservant le travail intellectuel à l'université.

Je comprends qu'il ne s'agit pas d'une opération facile. La question du nombre d'analyses soumises à chaque laboratoire a été évoquée et je ne peux que confirmer que les procureurs du Roi, les substituts ou les juges d'instruction sont seuls habilités à requérir le travail des laboratoires dans le cadre des affaires qu'ils ont à traiter. Il n'est pas de notre compétence de désigner les laboratoires réquisitionnés par ces magistrats.

Quatre conclusions opérationnelles ont été identifiées:

- l'indexation des tarifs sera publiée en septembre;
- un dédoublement des tarifs sera accepté par la voie d'un nouveau réquisitoire dans le cas où une demande étrangère nécessiterait un réexamen du fait qu'il y a trop peu de marqueurs ADN disponibles;
- une réévaluation de tous les tarifs est en cours. C'est par exemple le cas des médecins légistes;
- les universités prendront rendez-vous auprès de l'administration afin de traiter les éventuels arriérés.

Au vu de cette restructuration qui est toujours en cours, une réévaluation sera effectuée fin 2016.

01.04 Vanessa Matz (cdH): Monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse. Les quatre conclusions qui sont le résultat de cette réunion de concertation sont-elles de nature à assurer une certaine pérennité à l'Institut médico-légal liégeois? Je ne sais le dire à ce stade et bien malin celui qui pourrait!

Je constate en tout cas une prise de conscience sur la non-praticabilité de certains facteurs au niveau de leur tarification. En ce qui concerne l'indexation, la réévaluation de certains tarifs, etc., je me réjouis de ces aspects-là. Je n'en connais pas les conséquences sur l'Institut médico-légal liégeois et ne peux, par extension, pas les évaluer. Je prendrai contact avec son directeur, M. Boxho, afin qu'il puisse m'éclairer de manière utile sur les conclusions et examiner si les décisions sont de nature à lui donner une bouffée d'oxygène au regard des difficultés qu'il rencontre.

Bien entendu, nous reviendrons avant la fin de l'année, puisque vous avez annoncé une évaluation pour la fin 2016, pour connaître la concrétisation de ces conclusions et observer si, dans les faits, cela apporte un peu d'oxygène à l'Institut médico-légal liégeois. Sachez que nous resterons extrêmement vigilants en la matière sans être monomaniaques.

01.05 Philippe Goffin (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour les informations communiquées. Elles sont à l'image de la gestion de toute une série d'autres dossiers. C'est la rencontre des acteurs qui permet parfois de lever des ambiguïtés ou, en tout cas, de donner une ligne claire par rapport à votre politique. Cette réponse sera transmise à qui de droit également. Nous reviendrons le moment venu, puisque des évaluations sont attendues.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

02 Question de M. Paul-Olivier Delannois au ministre de la Justice sur "l'avenir de l'activité judiciaire à Tournai" (n° 12306)

02 Vraag van de heer Paul-Olivier Delannois aan de minister van Justitie over "de toekomst van de gerechtelijke activiteiten in Doornik" (nr. 12306)

02.01 Paul-Olivier Delannois (PS): Monsieur le ministre, cela fait des mois que je vous interroge au sujet du paysage judiciaire tournaisien sans obtenir de réponse. En effet, suite à l'annonce de votre Masterplan palais de justice, il existe une très nette inquiétude du monde judiciaire et des citoyens de ma région de voir l'activité judiciaire locale affaiblie, voire transférée ailleurs.

En Wallonie picarde, tant les avocats que les magistrats, les policiers et les citoyens sont d'accord pour affirmer que le déménagement de la justice tournaisienne vers Mons n'est pas envisageable. Les policiers, les avocats mais également les justiciables devront effectuer des trajets beaucoup plus longs, ce qui constitue une perte de temps, d'énergie et d'argent considérable. En outre, qu'advierait-il du palais de justice actuel qui constitue un lieu hautement symbolique de la cité des cinq clochers?

Par ailleurs, l'ensemble du monde judiciaire tournaisien s'est accordé sur le maintien d'un lieu unique permettant de rendre la justice dans les meilleures conditions pour tous à Tournai. Ils préconisent également, et je vous l'avais déjà dit lors d'une précédente question, le réaménagement de l'actuel palais de justice de Tournai. Cette solution constitue, économiquement parlant, l'option la plus pertinente.

En plus des questions que je vous adresse, j'interroge également le ministre chargé de la Régie des Bâtiments, Jan Jambon, afin de connaître l'avenir réservé au terrain du Luchet d'Antoing, à propos duquel les anciens ministres De Clerck et Reynders avaient annoncé l'accueil d'un nouveau palais de justice pour 2018. À force de réponses floues et peu convaincantes de votre part mais également de votre collègue, Jan Jambon, j'admets avoir du mal à comprendre les réelles intentions de ce gouvernement.

Dès lors permettez-moi, monsieur le ministre, de vous poser les questions suivantes. Pouvez-vous vous exprimer clairement concernant l'avenir de la justice tournaisienne afin de rassurer les différents acteurs concernés de ma région? À travers votre Masterplan, se dirige-t-on, à Tournai, vers un réaménagement de l'actuel palais de justice qui permettrait d'accueillir en un seul lieu les différents tribunaux ou se dirige-t-on vers la construction d'un nouveau palais de justice au Luchet d'Antoing? Risque-t-on ainsi de voir l'activité judiciaire disparaître de Tournai vers Mons ou pouvez-vous au moins exclure cette dernière option?

02.02 Koen Geens, ministre: Monsieur Delannois, je vous renvoie à la réponse que j'ai déjà formulée à plusieurs reprises et qui reste d'application. J'ai effectivement déjà référé au sein de cette commission au Masterplan relatif aux bâtiments judiciaires qui est en cours d'élaboration. Comme ce travail n'est pas encore achevé, je ne peux pour l'heure qu'à nouveau en faire état. Je suis convaincu qu'il est préférable de mener ce difficile exercice de manière approfondie plutôt que de le faire dans la hâte avec pour corollaire un résultat de moindre qualité. Une fois que ce plan sera prêt, chaque acteur concerné en sera informé dans les détails.

02.03 Paul-Olivier Delannois (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, je sais que, avec l'histoire des prisons, j'ai découvert un ministre très patient. Je suis aussi très patient et je reviendrai systématiquement, je peux vous le garantir.

Mettez-vous quand même trente secondes à ma place et, là, je prends la casquette de bourgmestre faisant fonction de Tournai. À un moment donné, toute une série de ministres reviennent pratiquement pour une nouvelle pierre sur un terrain qui appartient à la Défense nationale. La Défense nationale vend ce terrain à la Régie des Bâtiments, normalement pour en faire un palais de justice.

Quand je vous pose la question de savoir si on fait un palais de justice sur ce terrain, vous ne me répondez pas. Si c'était oui, je pense que vous diriez: "Oui, nous allons le faire".

Quand je pose la question à celui qui a acheté le terrain, il me dit qu'il ne sait pas très bien ce qu'il va en faire. On est quand même, me semble-t-il, dans le pays du surréalisme. Mais la seule chose que je vous demande, en tout cas, et que je continuerai à espérer, c'est que, effectivement, il y ait toujours un lieu de justice à Tournai.

Je veux bien entendre qu'on ne refasse pas un nouveau palais de justice au Luchet d'Antoing, je veux bien encore l'entendre. Par contre, ce que je voudrais surtout entendre, c'est qu'il y en aura toujours un demain et qu'il soit, je l'espère, dans le réaménagement de l'actuel.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de stand van zaken rond de cipiersstakingen in Brussel en Wallonië" (nr. 12467)

03 Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "l'état des lieux de la grève des gardiens de prison à Bruxelles et en Wallonie" (n° 12467)

03.01 Sophie De Wit (N-VA): Mijnheer de minister, ik weet niet de hoeveelste aflevering over de gevangenis dit is, maar ik heb vandaag een heel korte vraag. De staking is al een aantal weken bezig. Er is een akkoord met vier van de zes vakbonden, maar in enkele gevangenis werd dat niet aanvaard.

Op regelmatige basis bereiken ons berichten dat meer en meer Franstalige gevangenen de staking stopzetten en dat de cipers opnieuw aan het werk gaan.

Mijnheer de minister, wat is de stand van zaken? Waar wordt er nog gestaakt en waar niet?

03.02 Minister **Koen Geens**: Mevrouw De Wit, op dit moment is de staking nagenoeg overal beëindigd en wordt het werk progressief hernomen.

Enkel het personeel van de gevangenis van Saint-Hubert heeft nog niet gestemd voor een herneming van het werk. Die inrichting werkt evenwel reeds opnieuw autonoom.

In een aantal penitentiaire inrichtingen eindigt de staking officieel vandaag, woensdag 22 juni. Dat wil zeggen dat de vakbonden stakers na die datum geen stakingsvergoeding meer zullen betalen.

In Lantin wordt het werk aanstaande zaterdag officieel hervat, na de stemming van gisteren. In de meeste andere gevallen is er net voor het weekend gestemd en was er besloten om te hernemen vanaf maandag 20 juni. Men liet echter reeds toe dat collega's het werk hervatten in het weekend.

Alle inrichtingen blijken hun minimale bezettingsdrempel nu structureel te overschrijden. Er is sinds vandaag dus geen politieondersteuning of militaire ondersteuning meer nodig in de penitentiaire inrichtingen.

Ik wens nogmaals mijn dank uit te drukken voor de professionele ondersteuning die de politie, Defensie en de brandweer hebben geboden, evenals voor de ondersteuning door de vrijwilligers van de Civiele Bescherming en het Rode Kruis.

03.03 **Sophie De Wit** (N-VA): Mijnheer de minister, het doet mij veel plezier dat de situatie in de gevangenen stilaan opnieuw normaal wordt. Ik kan mij alleen maar aansluiten bij uw woorden van dank aan de mensen die de boel hebben rechtgehouden.

Ik denk aan alle werkwilligen, aan politie en militairen, alsook aan de gevangenisdirectie en mensen die geen bewakingsagenten zijn, die vaak met een kleine kern voor een minimale dienstverlening in de gevangenen hebben gezorgd en heel wat werk hebben verzet.

Ik denk dat we daarvoor te weinig aandacht hebben gehad, maar het mag worden gezegd. Dus ik sluit mij heel graag aan bij uw dankwoord.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

04 **Question de M. Éric Thiébaud au ministre de la Justice sur "le mouvement de contestation des autorités judiciaires de Mons" (n° 12479)**

04 **Vraag van de heer Éric Thiébaud aan de minister van Justitie over "het protest van de gerechtelijke autoriteiten van Bergen" (nr. 12479)**

04.01 **Éric Thiébaud** (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, les autorités judiciaires de Mons ont organisé une action de grogne le 7 juin dernier aux cours de justice pour dénoncer leurs conditions de travail. Au cœur de leurs revendications, on trouve deux problèmes majeurs: le manque d'effectifs et l'état déplorable du palais de justice situé dans la rue de Nimy à Mons.

Depuis plusieurs années, les lois sur les cadres ne sont plus respectées, et nombreuses sont les juridictions du pays qui doivent travailler en sous-effectifs. C'est particulièrement le cas à Mons: si un magistrat tombe malade, il n'y a personne pour le remplacer et il est impossible, aujourd'hui, d'ajouter une charge de travail supplémentaire aux magistrats présents.

L'autre grief concerne l'état déplorable du tribunal de première instance de Mons situé dans le haut de la rue de Nimy. Sa vétusté flagrante pose des problèmes en termes d'équipements, de sécurité, de salubrité et d'accessibilité. Je pense que je vous en avais déjà parlé il y a quelques mois, lors d'une précédente question orale ici à la Chambre. J'avais évoqué la stabilité du bâtiment qui n'est plus assurée en certains endroits. Des caryatides menacent de s'effondrer dans la salle des pas perdus. On constate des fissures, des infiltrations d'eau, des peintures défraîchies, des luminaires cassés ou complètement inutilisables. Les

toilettes, tant celles réservées au personnel que les publiques, sont pratiquement inutilisables.

Enfin, une autre aberration plus technique est relevée par le procureur du Roi de Mons et concerne l'informatique: 17 programmes différents datant de plusieurs décennies sont utilisés et les systèmes utilisés par les services de la police et du parquet ne sont pas compatibles. Une situation bien inquiétante, monsieur le ministre, d'où découlent mes questions.

Sur quel plan d'action concret travaillez-vous pour répondre aux doléances des autorités judiciaires du pays, particulièrement à Mons? Quelles réponses pouvez-vous donner aux autorités montoises qui déplorent un manque d'effectifs et sont contraintes de travailler avec du matériel informatique obsolète? En ce qui concerne l'entretien du palais de justice de Mons et les investissements prévus à cet effet, où en est l'étude lancée l'année dernière avec la Régie des Bâtiments, que vous aviez évoquée lors d'un de nos précédents échanges? Des mesures ont-elles été décidées pour le rénover?

04.02 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, monsieur Thiébaud, actuellement, au tribunal de première instance du Hainaut, sur un cadre de 97, on compte 89 magistrats, soit 92 %. Une place vacante a été publiée au *Moniteur belge* le 2 février 2016. Aucun candidat ne s'est manifesté. Deux places vacantes ont à nouveau été publiées le 25 avril 2016. La fin de la procédure est prévue d'ici la fin de l'année 2016. Quatre magistrats prendront leur pension en 2016 et trois en 2017.

Au niveau du parquet de Mons, le nombre de magistrats effectifs est de 34 sur un cadre de 44, soit 77 %. Un magistrat prendra sa pension en 2016. Trois places vacantes ont été publiées au *Moniteur belge* du 2 février 2016; aucune personne ne s'est portée candidate et aucune nomination n'a donc pu avoir lieu. Une nouvelle place vacante a été publiée le 25 avril 2016. La fin de la procédure est prévue d'ici la fin de l'année 2016. Trois places vacantes ont également été publiées au *Moniteur belge* du 13 juin 2016. La fin de la procédure est prévue pour début 2017. Malgré de nombreuses publications de places vacantes, il faut constater que peu de candidats se manifestent. Et je crois que je n'y peux pas grand-chose.

Concernant l'état du bâtiment, je peux vous confirmer que mes services en sont conscients. Ainsi, la direction Infrastructure du SPF Justice travaille de concert avec la Régie des Bâtiments pour trouver des solutions à long terme. En outre, certaines rénovations sont déjà en cours. C'est le cas notamment pour la rénovation des greniers. La deuxième phase de rénovation devrait débuter sous peu. Il est prévu qu'elle se termine d'ici la fin de l'année.

D'autres travaux sont à prévoir en priorité: l'installation d'une rampe PMR (personne à mobilité réduite), la remise aux normes de l'ascenseur, la réfection des caryatides et du cellulaire et des sanitaires. Des réunions préalables ont déjà eu lieu sur place afin de déterminer un plan d'action qui devra débuter d'ici la fin de l'année par une étude des rénovations approfondies.

Toutefois, pour de plus amples renseignements en ce qui concerne les travaux envisagés par la Régie et leur planning, je vous renvoie à mon collègue de l'Intérieur qui a la Régie des Bâtiments dans ses attributions.

Je tiens également à préciser qu'après une première analyse sur l'état des caryatides, il s'avère que celui-ci n'est pas préoccupant quant à la stabilité structurelle du bâtiment et par extension de la toiture de ce dernier. Toutefois, afin d'en avoir l'assurance, la Régie a commandé une nouvelle étude de stabilité pour le bâtiment qui devrait nous parvenir dans les prochaines semaines. En attendant et pour prévenir les risques de chute des matériaux de parement, la Régie va placer un filet de protection.

En ce qui concerne l'informatisation, je renvoie tout d'abord à la stratégie générale que j'ai déjà exposée au sein de cette commission.

Quant aux tribunaux de première instance, les projets suivants sont en cours. Le passage des tribunaux de première instance à MaCH: les sites pilotes de Turnhout, Louvain et Charleroi ont démarré. Après que toutes les maladies de jeunesse auront été résolues, le déploiement à l'ensemble des autres tribunaux de première instance sera réalisé en 2016 et 2017.

Ce matin, les arrêtés royaux qui mettent en œuvre l'article 33 et l'article 32ter modifié du Code judiciaire ont été publiés au *Moniteur belge*. Cela signifie le démarrage de e-Deposit (dépôt des conclusions) et de e-Box (boîte aux lettres électroniques). Il sera désormais possible de déposer électroniquement des conclusions à

la cour d'appel, à la cour du travail et aux tribunaux de commerce. Le projet e-Box démarre dans les justices de paix et au *Moniteur belge*. Ensuite, son déploiement se poursuivra.

À l'heure actuelle, nous examinons si le déploiement de VAJA, la banque de données des arrêts et jugements n'est pas réalisable, tout d'abord, au niveau des tribunaux de première instance plutôt qu'au niveau des tribunaux de commerce pour que cette application génère une importante réduction de la charge de travail dans les plus grands tribunaux, notamment ceux de première instance. Cette application permet, en effet, de faire des copies de jugements de manière automatisée et permettra, à terme, de les envoyer électroniquement aux avocats. Ces deux éléments réduisent significativement la charge de travail. Cela suppose que tous les avocats disposent d'une e-Box.

Le protocole visant une coopération active que j'ai signé, ce matin, avec notamment les associations nationales des barreaux aura également pour conséquence que ces dernières participeront activement au déploiement des e-Box auprès des avocats. Le premier test d'envoi devrait pouvoir être effectué à la fin de cette année.

04.03 **Éric Thiébaud** (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, je vous remercie pour votre réponse.

Cela dit, ne croyez-vous pas qu'il y a une corrélation entre l'absence de candidatures et l'état des bâtiments. En effet, pour ce qui me concerne, je n'aimerais pas beaucoup travailler là-bas, vu l'état actuel du palais de justice. Même s'il s'agit ici d'une boutade, il n'en reste pas moins que l'on peut se poser des questions quant à l'absence de candidatures.

Par ailleurs, pour ce qui concerne le bâtiment, il est clair que l'on va d'étude en étude. Il y a quelques mois, vous m'aviez déjà parlé d'études. Mais des travaux de première nécessité, comme remettre simplement en peinture, ne sont pas réalisés. Il en va de même pour ce qui a trait à la conformité des installations électriques. Une série d'actions pourraient, selon moi, être menées sans étude préalable très approfondie. Je vous invite donc à revoir quelque peu la situation car la grogne monte au sein du personnel montois.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

05 **Vraag van mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de mogelijke verlenging van het uitzonderlijk verlof voor gevangenen naar aanleiding van de staking" (nr. 12501)**

05 **Question de Mme Sophie De Wit au ministre de la Justice sur "l'éventuelle prolongation du congé exceptionnel pour les détenus à la suite de la grève" (n° 12501)**

05.01 **Sophie De Wit** (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, (*zonder micro*)

Betrokkenen mochten met penitentiair verlof omdat de omstandigheden van die aard waren dat het humanitair gezien niet meer aanvaardbaar was. Eerst werd een penitentiair verlof van twee weken toegekend, wat nadien uitzonderlijk met een week werd verlengd.

Hoeveel gedetineerden maken er momenteel nog gebruik van? Wordt daaraan, gezien de omstandigheden in de gevangenissen, misschien nog een extra week toegevoegd? Ik vermoed dat dit waarschijnlijk niet het geval is, omdat de stakingen stilaan afgelopen zijn. Hoeveel gedetineerden maken vandaag nog gebruik van het uitzonderlijk penitentiair verlof naar aanleiding van de stakingen?

Wordt het penitentiair verlof al dan niet met een vierde week verlengd? Zo ja, voor hoeveel gedetineerden?

05.02 **Minister Koen Geens**: Mijnheer de voorzitter, er maken momenteel geen gedetineerden meer gebruik van het uitzonderlijk penitentiair verlof. Ik heb vorige week de beslissing genomen om de verloven niet meer te verlengen met een vierde week, gelet op het feit dat in zo goed als alle gevangenissen het personeel weer aan het werk ging en het normale regime kon worden hervat.

05.03 **Sophie De Wit** (N-VA): Dat is een logisch antwoord, mijnheer de minister. Dat had ik ook verwacht.

Ik heb wel de volgende bedenking. Het moet fijn zijn voor gedetineerden om een langere periode buiten te mogen, maar vanuit menselijk oogpunt is het voor betrokkenen zeker niet evident om na drie weken terug

naar de cel te moeten — dat is wat anders dan na een weekend bijvoorbeeld — niet wetende bovendien in welke staat de gevangenis zich op dat moment bevindt.

Hoe dan ook, ik noteer dat er geen gedetineerden meer met penitentiair verlof zijn.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

06 Question de M. Philippe Goffin au vice-premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des Bâtiments, sur "les signalements à la suite des ordres d'arrestation provisoire" (n° 12377)

06 Vraag van de heer Philippe Goffin aan de vice-eersteminister en minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der Gebouwen, over "het seinen van personen wier voorlopige aanhouding bevolen werd" (nr. 12377)

06.01 Philippe Goffin (MR): Monsieur le ministre, la loi du 27 décembre 2012 portant des dispositions diverses en matière de justice a élargi les compétences du ministère public du tribunal d'application des peines. Désormais, il peut procéder à une arrestation provisoire lorsqu'il l'estime nécessaire, en application de l'article 70 de la loi du 17 mai 2006 relative au statut juridique externe des personnes condamnées à une peine privative de liberté. Le ministère public chargé du suivi et du contrôle de la modalité d'exécution de la peine peut donc non seulement saisir le tribunal d'application des peines en cas de non-respect des conditions imposées, mais peut également ordonner provisoirement l'arrestation de l'intéressé. Si l'intéressé est introuvable, il doit faire l'objet d'un enregistrement dans la Banque de données nationales et générales aux fins d'arrestation. Ce signalement est essentiel pour que, sur le territoire belge, il puisse être arrêté, par exemple à la suite d'un contrôle de police.

Monsieur le ministre, comment un ordre d'arrestation provisoire donné par le ministère public auprès du tribunal d'application des peines est-il transmis aux services de police? Cet ordre doit-il automatiquement être signalé au sein de la Banque de données nationales et générales? Si ce signalement n'est pas automatique, dans quelles circonstances doit-il être effectué? Qui en est chargé et dans quel délai? Quel pourcentage des ordres d'arrestation provisoire issus du ministère public débouche effectivement sur une arrestation provisoire?

06.02 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, un ordre d'arrestation provisoire constitue un moyen de coercition du ministère pour ramener en prison le condamné qui enfreint les conditions et/ou qui représente une menace pour l'intégrité physique ou psychique durant la période de la modalité d'exécution, par exemple une surveillance électronique ou une libération conditionnelle. L'objectif est la révocation de la modalité. Un ordre d'arrestation provisoire est alors transmis aux services de police par fax, par e-mail ou encore par porteur.

Dans la plupart des cas, le condamné est déjà physiquement arrêté par la police sur la base de l'arrestation provisoire. Dans ce cas, le signalement n'est plus nécessaire. Si la personne n'a pas encore été arrêtée, l'ordre est alors signalé dans la Banque de données nationale générale.

Le service DJO-VSS (Signalements judiciaires nationaux de la police fédérale) est chargé de rédiger ce signalement dans les sept jours ouvrables qui suivent la date de la demande d'insertion. Dans les cas urgents et graves, il peut aussi être préparé immédiatement.

Ni la police ni les services judiciaires ne disposent de chiffres à cet égard.

Comme je l'ai déjà indiqué, les ordres d'arrestation provisoire sont immédiatement exécutés lorsque le condamné se trouve déjà entre les mains de la police.

06.03 Philippe Goffin (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

07 Samengevoegde vragen van
- mevrouw Sophie De Wit aan de minister van Justitie over "de 27 hervormingen die het Centraal

Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring (COIV) voor zichzelf voorstelt" (nr. 12496)
- de heer **Éric Massin** aan de minister van Justitie over "de terbeschikkingstelling van door het gerecht in beslag genomen onroerende goederen aan OCMW's en sociale diensten" (nr. 12577)
- de heer **Peter Vanvelthoven** aan de minister van Justitie over "de suggesties van het COIV om de wetgeving inzake inbeslagnames te verbeteren" (nr. 12610)

07 Questions jointes de

- **Mme Sophie De Wit** au ministre de la Justice sur "les 27 réformes internes proposées par l'OCSC" (n° 12496)
- **M. Éric Massin** au ministre de la Justice sur "la mise à disposition des biens immobiliers saisis par la justice aux CPAS et aux services sociaux" (n° 12577)
- **M. Peter Vanvelthoven** au ministre de la Justice sur "les suggestions de l'OCSC destinées à améliorer la législation sur les saisies" (n° 12610)

07.01 **Sophie De Wit** (N-VA): Mijnheer de minister, het COIV beheert de gelden en goederen die in beslag worden genomen of verbeurd zijn verklaard.

Het COIV is al jaar en dag een zorgenkind. Denkt u maar aan de schuif met diamantjes, maar dat dateert nog van voor uw tijd als minister van Justitie. Toen bleek dat alles in een bak wordt gegooid. Bovendien heeft de dienst een personeelstekort en beschikt die over weinig moderne middelen om het beheer van alle gelden en goederen efficiënt te kunnen verzekeren. Om die reden werd in het regeerakkoord bijzondere aandacht besteed aan de hervorming van het COIV.

In het regeerakkoord staat dat de minister van Justitie aandacht zal besteden aan de verbetering van de efficiëntie van het Centraal Orgaan voor de Inbeslagneming en de Verbeurdverklaring in samenwerking met de FOD Financiën.

De directeur van het COIV heeft u een lijst van 27 hervormingen bezorgd. We mochten dat vernemen via de media.

Vooraf de titel van de meeste artikels was frappant: "Geef huizen van criminelen aan OCMW's en sociale organisaties" Meteen kon men een aantal voorstellen tot hervorming inkijken. Er wordt voorgesteld om huizen, kantoren en andere onroerende goederen waar beslag op is gelegd, te laten gebruiken door een OCMW of andere erkende sociale organisaties, zoals men ook wagens aan politiediensten geeft.

Een ander voorstel bestaat erin om niet langer intresten uit te betalen aan verdachten die hun in beslag genomen geld terugkrijgen. Daarmee zou blijkbaar 1,4 miljoen euro worden uitgespaard, die dan voor de personeelsuitbreiding zou kunnen worden gebruikt.

Voorts zou de politie geen cash geld meer mogen bezorgen aan het COIV, maar enkel nog via overschrijving werken. Aandelen, obligaties en andere effecten en titels zouden meteen worden omgezet in geld om waardevermindering en hoge beheerskosten tegen te gaan.

Het COIV wil ook een asset-recoveryafdeling om de buit van veroordeelde criminelen actief op te sporen.

Last but not least wil het COIV niet langer onder uw gezag vallen, maar wel onder dat van het College van procureurs-generaal.

Mijnheer de minister, er zijn maar enkele van die 27 voorstellen bekendgeraakt. Kunt u de andere voorstellen van het COIV aan het Parlement bezorgen?

Hoe beoordeelt u de reeds in de pers verschenen voorgestelde hervormingen? Het zijn immers belangrijke hervormingen.

Welke verdere stappen zult u nemen, nu de hervormingsvoorstellen voorliggen?

Om het personeelstekort te kunnen inschatten, vernam ik graag hoeveel personen vandaag bij het COIV tewerkgesteld zijn.

Hoe hoog bedragen de rekeningen die het COIV momenteel beheert? Ik vermoed immers dat het er heel wat zijn.

07.02 Minister **Koen Geens**: Mevrouw De Wit, u zult mij vergeven dat ik u in de beide landstalen antwoord, omdat die vraag door drie Parlementsleden ingediend was.

07.03 **Sophie De Wit** (N-VA): Dat is geen probleem.

07.04 **Koen Geens**, ministre: Le directeur de l'Organe central pour la saisie et la confiscation m'a effectivement adressé, le 14 juin 2016, un courrier contenant une proposition de refonte de la loi du 26 mars 2003 portant création d'un organe central pour la saisie et la confiscation et portant des dispositions sur la gestion à valeur constante des biens saisis et sur l'exécution de certaines sanctions patrimoniales.

Cette proposition fait suite à un travail de plusieurs mois réalisé sur l'initiative de l'Organe central conjointement avec ma cellule stratégique et la DG Législation du SPF Justice. Ce travail n'était pas encore finalisé. Je suis surpris que la presse ait été informée concomitamment des éléments-clés de ce projet, je le répète, de réforme non finalisé, ce qui ne m'apparaît pas être la méthode de travail la plus appropriée, la plus adéquate.

Avant tout, il me paraît nécessaire d'examiner les différents aspects des mesures proposées avant d'envisager la suite à donner à ce projet en concertation avec les services concernés.

Tot nader order is het voorstel een oefening die voornamelijk de ideeën weergeeft van het COIV. Ik heb de 25 voorstellen nog niet onderschreven. Het zijn er dus geen 27.

De voorstellen of ideeën waarvan sprake in de pers, zijn verwerkt in de artikelen van het voorstel van wetsontwerp. Het betreft belangrijke wijzigingen ten opzichte van de vroegere COIV-wet. Een aanzienlijk aantal wijzigingen is veeleer technisch, een aantal andere wijzigingen vereist een politieke beleidskeuze.

Het lijkt me op dit ogenblik niet gepast om aan te geven welke ideeën ik tot de mijne kan maken en welke niet. Sommige kunnen verstrekkende gevolgen hebben en verdienen dus een grondige reflectie. Ik verwacht trouwens nog het advies van het College van procureurs-generaal.

De lijst met voorstellen werd enkele weken geleden reeds bediscussieerd in het expertisenetwerk Ecofin-Corruptie van het openbaar ministerie. Ik sluit niet uit dat nog andere adviezen gevraagd zullen worden.

En outre, des consultations doivent être menées avec, notamment, le SPF Intérieur car les méthodes de travail de la police, tant locale que fédérale, pourraient être impactées de manière significative par la réforme.

Op het ogenblik werken er 25 personeelsleden bij het COIV, inbegrepen twee halftijdse personeelsleden en twee deeltijdse personeelsleden voor 80 %. Die personeelsleden worden aangevuld met 7 personeelsleden met een tijdelijk contract dat verstrijkt eind december 2016. Daarnaast zijn er 4 ambtenaren van de FOD Financiën en 2 politieofficieren.

Uiteindelijk zijn er twee magistraten van het openbaar ministerie, de directeur en een Franstalige verbindingsmagistraat. De vacature voor de Nederlandstalige verbindingsmagistraat werd gepubliceerd op 10 juni 2016.

Momenteel beheert het COIV het equivalent van 520 miljoen euro. Dat geld staat op rekeningen bij een private bank en bij de Deposito- en Consignatiekas.

Daarnaast beheert het COIV in het kader van zijn bijzonder beheer nog voor minstens 140 miljoen euro aan onder andere goud, diamanten en juwelen, die opgeslagen zijn in kluizen in drie steden verspreid over drie delen van het land.

07.05 **Sophie De Wit** (N-VA): Mijnheer de minister, dank u voor uw antwoorden.

Ik zei het in mijn inleiding al dat het, als men de diamantjes ooit moeten terugvragen, nog een hele puzzel wordt om te weten wat van wie is, want de boekhouding verloopt vooralsnog absoluut niet optimaal. Mevrouw Turtelboom had al aangekondigd dat probleem te zullen aanpakken.

Ik ben heel erg benieuwd naar de op stapel staande hervorming. Ik noteer dat u daar nog niet te veel uitspraken over wil doen, omdat u een grondige reflectie nodig acht. Ik ben het op dat punt met u eens, maar ik vermoed dat u daar toch al een idee over hebt, aangezien de hervorming in het regeerakkoord wordt aangekondigd. U zult er aandacht aan moeten besteden en ervoor moeten zorgen dat het COIV een efficiënt orgaan wordt. Het behandelt immers uiteraard heel veel geld. Het is dus niet onbelangrijk. Ik volg het dossier verder op.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

08 **Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "la pénurie de juges fiscaux dans les parquets" (n° 12514)**

08 **Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Justitie over "het tekort aan rechters in fiscale zaken bij de parketten" (nr. 12514)**

08.01 **Georges Gilkinet** (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, le 7 juin dernier, les magistrats du pays ont mené une action pour manifester leur mécontentement par rapport au manque criant de moyens consacrés à la Justice. Je suis allé au palais de Justice de Namur, pour entendre les déclarations des différents magistrats et beaucoup de choses m'ont frappé, même si je les connaissais, notamment une en particulier à Namur, il n'y a plus de juge fiscal depuis de nombreux mois; dans le Hainaut, un seul magistrat s'occupe des dossiers fiscaux alors que le cadre en prévoit quatre. Les places vacantes n'ont pas été publiées depuis longtemps.

Ces différentes situations sont totalement incompréhensibles quant on connaît l'importance du dossier de la lutte contre la fraude fiscale. Il convient d'y remédier en urgence. Cela a un impact sur les finances publiques. Vous cherchez des moyens pour la Justice; c'est peut-être une manière d'en obtenir.

Monsieur le ministre, pouvez-vous m'indiquer, pour chaque parquet, le nombre de magistrats fiscaux prévu par le cadre et le nombre de magistrats fiscaux effectivement actifs? En cas d'absence de juge fiscal au cadre, la date du début de cette vacance? Quelles conséquences cette insuffisance de moyens humains entraîne-t-elle dans le traitement des dossiers fiscaux? Quels sont les délais moyens pour qu'ils soient traités? À quel magistrat sont-ils confiés? Avec quelle conséquence sur la qualité des jugements rendus? Quelles actions allez-vous entreprendre pour faire remplir le cadre? Dans quel délai comptez-vous atteindre cet objectif? Dans le cadre de l'engagement de nouveaux juges fiscaux et du détachement de personnel du SPF Finances pour les épauler, quels moyens de formation seront-ils dégagés de façon à leur permettre de devenir pleinement et rapidement opérationnels? En effet, au-delà du nombre, la qualité de l'action est importante dans ces matières délicates pour lesquelles la moindre faute de procédure peut entraîner la nullité.

08.02 **Koen Geens**, ministre: Le remplissage des cadres de substituts fiscaux dans les parquets se présente actuellement, par ressort, comme suit: Anvers: 3 sur 4; Bruxelles néerlandophone: 2 sur 2; Bruxelles francophone: 3 sur 3; Gand: 4 sur 4; Liège: 2 sur 4; Mons: 1 sur 4, soit au total, 15 sur 21. Permettez-moi de vous signaler que j'ai répondu dans le passé à une question en séance plénière. À cette occasion, j'ai clairement spécifié que cette situation n'était pas due à des vacances d'emploi non publiées mais à l'absence de candidats.

Le contrôle budgétaire prévoit 15 substituts fiscaux de plus: 6 pour remplir le cadre actuel de 15 sur 21 et 9 sur la base d'une extension du cadre via la loi-programme qui a été votée en commission hier.

L'article 194 du Code judiciaire stipule que la fonction de substitut du procureur du Roi spécialisé en matière fiscale est attribuée à un candidat qui justifie de cette connaissance spécialisée par ses titres ou par son expérience. Ces titres et expériences sont examinés par la Commission de nomination et de désignation du Conseil supérieur de la Justice.

Il convient également d'indiquer que le ministère public est un et indivisible. Dès lors, même si le Code judiciaire réinstaurait une fonction spécifique de substitut fiscal, chaque substitut peut exercer l'action publique du chef d'une infraction aux lois et règlements en matière fiscale.

Mon administration a soumis à l'avis de l'Inspection des Finances un dossier pour la publication de six places vacantes de substitut fiscal, afin de pouvoir remplir à 100 % le cadre prévu de 21. Ces places seront

reprises dans la prochaine publication des places vacantes au sein de la magistrature. Vu les délais légaux de six mois dans les procédures de nomination d'un magistrat, l'intention est de pouvoir remplir ces places pour le 1^{er} janvier 2017.

Dans le cadre de l'engagement de nouveaux magistrats spécialisés en matière fiscale et de leur formation, l'IFJ (Institut de formation judiciaire) a prévu plusieurs formations spécifiques en matière de droit fiscal dans son catalogue de formation. Il s'agit de formations approfondies destinées aux magistrats, tant du siège que du parquet, ainsi qu'aux stagiaires judiciaires, qui traitent ou traiteront des affaires fiscales. Ces formations ont comme objectifs d'énoncer les points essentiels de la loi, d'exposer les points sujets à discussion, afin d'actualiser les connaissances existantes des participants sous la forme d'exposés et d'évoquer les pistes de solution à des problèmes techniques et pratiques par l'interaction entre les participants.

08.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Est-ce qu'il s'agit d'un problème de manque de candidats ou bien de places qui ne sont pas ouvertes? Il me revient que c'est plutôt l'ouverture des places qui est en cause. Vous me dites que cela sera résolu de telle manière à ce que le cadre soit complet au 1^{er} janvier 2017.

Or, il manque plus de la moitié de substituts fiscaux sur les ressorts de Liège et de Charleroi. Quand on parle de deux places voire d'une place sur quatre qui est pourvue, cela m'apparaît problématique dans le cadre de la justice en matière fiscale. Vous nous dites que la justice est une et indivisible et que chaque substitut doit être capable d'émettre un jugement en matière fiscale mais il s'agit néanmoins d'une matière éminemment complexe et tellement spécifique qu'elle demande une spécialisation des connaissances ainsi qu'une certaine formation initiale doublée d'une formation permanente.

Il s'agit d'un véritable souci même s'il est peut-être en cours de résolution. Je note bien le vote unanime d'une partie de la loi-programme qui vise à renforcer les services de la justice en matière fiscale via le renfort d'agents du SPF Finances. Je reviendrai régulièrement vers vous pour vérifier que les engagements que vous venez d'énoncer soient suivis d'effets car la justice fiscale est essentielle.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

09 Question de M. Georges Gilkinet au ministre de la Justice sur "la correction de la loi 'una via' à la suite d'un arrêt de la Cour constitutionnelle" (n° 12528)

09 Vraag van de heer Georges Gilkinet aan de minister van Justitie over "de verbetering van de una-viawet ingevolge een arrest van het Grondwettelijk Hof" (nr. 12528)

09.01 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, cette question reste à peu près dans le même domaine. Dans le cadre de la première commission d'enquête sur la grande fraude fiscale, notre parlement a adopté la loi "una via", je ne vous apprends rien, qui permet une répartition plus efficace des dossiers de fraude fiscale entre les parquets et l'administration fiscale, évite qu'on se marche sur les pieds, qu'on perde du temps ou qu'on commette des erreurs de procédure.

"Una via" a été attaquée et la Cour constitutionnelle a annulé ses articles 3, 4 et 14 suite à une requête de l'ASBL Ligue des contribuables. Cela a un impact très lourd au quotidien sur la lutte contre la fraude fiscale et nécessite l'adoption rapide d'une loi réparatrice, en dialogue entre le SPF Justice et le SPF Finances. J'ai déposé la même question à l'attention du ministre des Finances, qui est également concerné.

Monsieur le ministre, l'intention du gouvernement est-elle effectivement de proposer une loi correctrice en réponse à l'avis de la Cour constitutionnelle que je viens d'énoncer? Qui a été chargé de la rédiger: la Justice ou les Finances? Le groupe de travail qui avait rédigé le texte initial a-t-il été associé à cette correction? Les juges fiscaux, qui ont l'expérience de l'utilisation de cette loi "una via", sont-ils associés? Où en est ce texte? Y a-t-il un obstacle à son adoption rapide? De quel type? Dans quel délai pourrions-nous le voter?

09.02 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, monsieur Gilkinet, le gouvernement a en effet l'intention d'apporter une réparation à la loi du 20 septembre 2012, en abrégé la législation "una via". Dans la note cadre de sécurité intégrale récemment approuvée, on indique aussi au chapitre relatif à la lutte contre la fraude fiscale que les initiatives législatives nécessaires en la matière seront examinées.

Durant le contrôle budgétaire 2016, les ministres de la Justice et des Finances ont convenu qu'une

task force serait créée afin d'améliorer la coopération entre les deux départements en vue d'une approche efficace de la fraude fiscale. En accord avec le ministre des Finances, j'ai décidé de faire examiner également la réparation de la législation "una via" par cette *task force*.

Une première étape vers une meilleure coopération a déjà été franchie le 10 mai de cette année, à savoir l'organisation conjointe d'un séminaire par l'Inspection spéciale des impôts et le ministère public afin d'améliorer la collaboration.

Cette semaine, les Finances prendront contact avec le Conseil Supérieur des Finances afin de solliciter sa collaboration à cette *task force*. Moi-même, je demande la collaboration du ministère public, plus précisément du réseau d'expertise ECOFIN, en vue de renforcer cette *task force*.

Je pars du principe que le ministère public assure une continuité au niveau de l'expertise avec les auteurs de la législation "una via" initiale.

Les juges fiscaux n'ont provisoirement pas de rôle direct d'auteurs à jouer et il me paraît souhaitable que l'avis du Collège des cours et tribunaux soit demandé étant donné que le règlement "una via" a un impact sur leur fonctionnement.

La première réunion de la *task force* est prévue avant les vacances d'été. Il n'y a pas d'obstacle à la législation de réparation mais je considère qu'il est important d'élaborer une solution praticable en association avec les acteurs de terrain qui doivent mettre cette loi en œuvre. Si la *task force* réalise du bon travail, il doit être possible de soumettre une proposition de texte aux chambres législatives avant la fin de cette année.

09.03 Georges Gilkinet (Ecolo-Groen): Monsieur le ministre, il faudra allier la qualité et la rapidité. Je pense qu'il est de bon aloi qu'il y ait une collaboration renforcée plus structurelle entre les Finances et la Justice. J'ai entendu parler de ce séminaire. Vous devriez peut-être en publier les travaux parce que l'agenda avait l'air fort intéressant.

En l'occurrence, sur "una via", nous attendons avec impatience cette loi correctrice.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

Le **président**: La question n° 12522 de Mme Özen est reportée.

10 Question de Mme Gwenaëlle Grovonius au ministre de la Justice sur "la suppression de la cellule Art et antiquités" (n° 12533)

10 Vraag van mevrouw Gwenaëlle Grovonius aan de minister van Justitie over "het opdoeken van de cel Kunst en Antiek" (nr. 12533)

10.01 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le ministre, début mai, la Chambre a voté un projet de loi renforçant les prérogatives de l'État belge en matière de lutte contre le trafic illicite d'œuvres d'art. Dans le même temps, votre collègue, le ministre de l'Intérieur Jambon a décidé de supprimer la cellule Art et Antiquités de la police fédérale.

Interrogé le 11 mai 2016 par moi-même et d'autres députés, le ministre de l'Intérieur nous a indiqué que "le commerce illicite d'art et d'antiquités n'est pas repris comme phénomène dans la note-cadre "sécurité intégrale", ni dans le projet de plan national de sécurité 2016-2019. La police fédérale a décidé d'abolir cette cellule et d'utiliser cette capacité pour d'autres phénomènes".

Monsieur le ministre, comment expliquez-vous cette réponse du ministre de l'Intérieur, alors qu'on sait que le trafic d'œuvres culturelles est, selon Interpol, le 3^e trafic illégal en importance avec des montants qui avoisinent les 6 milliards de dollars par an? Par ailleurs, on sait que des groupes terroristes comme Daesh se financent notamment grâce à la vente illicite de biens culturels et que la Belgique est une plaque tournante de ce trafic illégal. Avez-vous eu des échanges à ce propos avec votre collègue, le ministre Jambon? Comment comptez-vous faire appliquer la loi que vous avez portée et qui a été votée par notre Assemblée en mai?

10.02 Koen Geens, ministre: Mon collègue Jambon a en effet répondu à un certain nombre de questions sur cette affaire en commission de l'Intérieur du 11 mai dernier. Je ne vais pas reprendre les différents éléments de sa réponse. Je vous renvoie, dès lors, pour autant que ce soit nécessaire, au compte rendu de cette réunion de la commission.

Mon collègue a clairement souligné que la lutte contre le terrorisme et le financement sous-jacent demeurent une priorité. Il a aussi exposé le rôle que la direction de la coopération policière internationale doit remplir et comment on travaillera à ce phénomène de manière décentralisée. Les enquêteurs de référence pour la criminalité artistique doivent jouer un rôle important dans ce cadre.

Nous avons pu examiner largement à la Chambre la loi du 4 mai 2016, modifiant la loi du 28 octobre 1996 relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire de certains États étrangers. Comme vous le savez, cette loi exécute la directive européenne 2014/60. Elle est entrée en vigueur le 2 juin 2016 et ne nécessite pas formellement d'arrêté d'exécution. Un arrêté royal pourrait être pris pour exécuter l'article 13/1 inséré afin de désigner d'autres autorités qui utilisent l'IMI aux fins de la loi.

10.03 Gwenaëlle Grovonius (PS): Monsieur le ministre, tout comme lorsque nous avons eu cette discussion avec votre collègue le ministre Jambon, il paraît difficile de comprendre comment nous allons pouvoir lutter efficacement contre ce phénomène dans un processus de décentralisation.

Je reste sceptique quant au fait qu'en décentralisant cette politique, il soit possible de lutter efficacement contre un trafic international tel que celui-là. Peut-être y a-t-il des éléments pertinents qui m'échappent. Si tel est le cas, je suis demandeuse de pouvoir en bénéficiant, comme je l'ai déjà dit à votre collègue. Mais, à ce stade, je ne suis pas convaincue de l'efficacité de cette décision.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

Le **président**: Je donne la parole à M. Calomne pour sa question n° 12333 sur l'inconstitutionnalité de la loi sur la transaction pénale.

10.04 Gautier Calomne (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, je viens de prendre connaissance du fait que monsieur le ministre a peut-être déjà répondu à cette question. Sauf s'il y avait des éléments complémentaires, je transforme ma question en question écrite.

11 Question de M. Gautier Calomne au ministre de la Justice sur "le plan anti-drones pour les prisons" (n° 12344)

11 Vraag van de heer Gautier Calomne aan de minister van Justitie over "het antidronesplan voor de gevangenis" (nr. 12344)

11.01 Gautier Calomne (MR): Monsieur le président, monsieur le ministre, selon les informations parues dans la presse, quatre à cinq drones auraient été interceptés à la prison d'Andenne depuis le début du mouvement de grève lancé par les agents. Il semblerait que l'objectif de ces survols était de ravitailler certains détenus en produits illicites, en particulier des narcotiques. Ces faits sont inquiétants et posent un nouveau défi à nos prisons en termes de sécurisation de leurs installations. En effet, on pourrait imaginer qu'un drone large, un jour, des armes au-dessus de l'une d'entre elles.

Fort heureusement, l'administration pénitentiaire semble consciente du problème et travaillerait actuellement à un plan pour y faire face. Plusieurs options seraient envisagées, comme la mise en place de filets au-dessus de l'enceinte intérieure, la destruction des drones ou encore la prise de contrôle de leur pilotage.

Monsieur le ministre, pouvez-vous nous confirmer les informations parues dans la presse, aussi bien au sujet du survol de la prison d'Andenne par des drones que de l'élaboration actuelle d'un plan destiné à résoudre ce problème? Ce phénomène est-il observable dans tous les centres pénitentiaires du pays? Combien de drones ont-ils été interceptés ou repérés aux abords de nos prisons au cours des trois dernières années? Quelles étaient les prisons concernées? Enfin, pouvez-vous nous indiquer quand le plan précité sera prêt et, partant, nous communiquer ses principales lignes de force? Quelles sont les mesures concrètes envisagées pour faire face à ce phénomène?

11.02 Koen Geens, ministre: Monsieur le président, monsieur Calomne, un drone a effectivement été

trouvé dans un des préaux de l'établissement d'Andenne. Il a été remis à la police. Il transportait une petite quantité de drogue et n'a pas pu atteindre son destinataire.

Par ailleurs, une autre nuit, la police a procédé au contrôle d'un véhicule qui circulait aux abords du même établissement. Deux drones ont été retrouvés à son bord. Il s'agit des seuls cas connus pour l'ensemble des établissements pénitentiaires du pays.

Concernant le plan anti-drones, nous examinons encore différentes possibilités. Il est donc prématuré de communiquer à ce sujet, mais nous le ferons dès qu'il sera finalisé.

11.03 **Gautier Calomne** (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses. Quand le plan sera communiqué, nous reviendrons vers vous.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

12 **Question de M. Gautier Calomne au vice-premier ministre et ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des Bâtiments, sur "la géolocalisation des appareils électroniques" (n° 12366)**

12 **Vraag van de heer Gautier Calomne aan de vice-eersteminister en minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der Gebouwen, over "de lokalisatie van elektronische apparaten door geolocatie" (nr. 12366)**

12.01 **Gautier Calomne** (MR): Monsieur le ministre, il est aujourd'hui possible, pour les propriétaires d'un nombre de plus en plus important d'appareils électroniques comme les smartphones et les ordinateurs portables, de géolocaliser ceux-ci en permanence. Cette option est par exemple utilisable en cas de perte ou de vol.

À ce propos, il semblerait que les forces de police ne puissent pas aisément utiliser les informations fournies par les propriétaires pour retrouver leurs appareils volés, et ce en raison de la lourdeur des procédures. En effet, à condition que la géolocalisation soit suffisamment précise, un mandat délivré par un magistrat est nécessaire pour essayer de récupérer les objets volés dans le lieu où ils sont situés. De facto, le temps nécessaire à ce type d'opérations et aux procédures décourage souvent les enquêteurs, mais aussi les victimes.

Cette situation pose question. Il est en effet regrettable que, malgré l'existence d'une technologie permettant de retrouver plus facilement les objets volés, celle-ci ne puisse être pleinement utilisée par les forces de l'ordre.

Aussi, monsieur le ministre, mes questions seront relativement brèves. À l'aune des informations rapportées, envisagez-vous de permettre aux forces de police d'utiliser pleinement cette technologie afin de retrouver des objets volés, et ce en adaptant éventuellement la législation? Le cas échéant, quelles mesures recueillent-elles votre préférence? Je vous remercie pour vos réponses.

12.02 **Koen Geens**, ministre: Monsieur Calomne, l'activation de la géolocalisation peut en effet permettre de localiser des objets, comme des smartphones, qui ont été volés et qui n'ont pas été désactivés. La question est de savoir vers quel lieu pointe la géolocalisation et si le propriétaire ou l'occupant accepte ou non que la police entre dans le lieu. Si l'occupant refuse que la police examine le lieu et si celui-ci, par exemple une maison, est un lieu qui ne peut être exploré par la police que sur base d'une perquisition décidée par le juge d'instruction, il faudra en effet passer par cette procédure de la perquisition.

Je comprends que cela puisse paraître frustrant alors que la géolocalisation pointe clairement vers un lieu précis mais il faut aussi comprendre qu'imposer l'entrée de la police dans un lieu non public est un acte attentatoire aux libertés individuelles et qu'un contrôle judiciaire est donc nécessaire. Il est d'ailleurs possible que la personne en possession du smartphone soit un tiers de bonne foi qui a acheté le smartphone d'occasion. Le fait que la géolocalisation pointe vers son domicile ne peut justifier la possibilité pour la police d'entrer dans la maison sans mandat.

12.03 **Gautier Calomne** (MR): Monsieur le ministre, je vous remercie pour vos réponses.

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

13 Question de M. Gilles Vanden Burre au ministre de la Justice sur "la gestion de l'après-grève en prison" (n° 12498)

13 Vraag van de heer Gilles Vanden Burre aan de minister van Justitie over "het aanpakken van de gevolgen van de staking in de gevangenissen" (nr. 12498)

13.01 Gilles Vanden Burre (Ecolo-Groen): La grève des agents pénitentiaires touche à sa fin. En tout cas, ce lundi, les derniers agents annonçaient qu'ils allaient reprendre progressivement le travail. Après six semaines d'absence, ce retour derrière les barreaux risque de s'avérer compliqué, tant pour les grévistes que pour les non-grévistes. En effet, beaucoup de personnes ont été blessées par la grève au sein des prisons, il faut maintenant gérer l'après-grève pour éviter les mises à l'écart, le harcèlement et les potentielles violences.

Le Conseil central de surveillance pénitentiaire demande dès lors que des mesures pratiques soient prises pour retrouver au plus vite un certain bien-être dans les relations humaines. Pour les détenus, la mise en place rapide d'espaces de parole et d'écriture est nécessaire pour que chacun d'entre eux (ainsi que les membres de leur famille) puisse exprimer son vécu. Le service d'aide aux justiciables a sans doute un rôle à jouer dans ce domaine, encore faut-il qu'on lui en donne les moyens!

Le Conseil demande aussi que chaque gardien puisse être entendu par un psychologue ou un médecin du travail. Il ajoute, je cite, "si le service médical du travail de l'État est incapable d'intervenir, il faut autoriser une ASBL spécialisée à recevoir les surveillants qui en feraient la demande".

Monsieur le ministre, que pensez-vous des recommandations du Conseil central de surveillance afin d'accompagner la reprise du travail dans les prisons? Que comptez-vous faire pour faciliter leur mise en œuvre? Avez-vous déjà eu des échos sur la manière dont se passe la récente reprise du travail dans les prisons concernées?

13.02 Koen Geens, ministre: Le soin apporté au bien-être dans les relations humaines est, en effet, crucial au sein de nos établissements pénitentiaires. Pour la mise en place d'espaces de parole ou d'écriture pour les détenus et leurs familles, les services de la communauté pourraient agir en collaboration avec les directions locales.

Pour permettre à chaque agent d'être entendu par un psychologue ou un médecin du travail ou en ayant recours éventuellement à une ASBL, je précise que, dans chaque établissement, il existe une équipe appelée "équipe locale de soutien" à laquelle les agents peuvent faire appel lorsqu'ils ont été maltraités sur leur lieu de travail. Il s'agit d'une équipe composée de psychologues, d'assistants sociaux et d'agents pénitentiaires sélectionnés et ayant suivi une formation spécifique sur le plan de l'écoute ou de la déontologie. Les agents peuvent également faire appel au conseiller bien-être de leur établissement.

En ce qui concerne la reprise du travail, malgré quelques tensions, aucune situation présentant une problématique majeure n'a été relayée. Le fait que le retour au travail ait été très progressif a probablement permis une réintégration en douceur, en évitant qu'un bloc de non-gréviste ne soit confronté à un bloc de grévistes. Chaque établissement a prévu un espace de parole lors d'un comité de concertation de base à l'occasion de la reprise. Les deux établissements les plus durement touchés par des actions physiques des piquets ont souhaité la présence, lors du comité de concertation, d'un membre de la cellule bien-être du président.

13.03 Gilles Vanden Burre (Ecolo-Groen): Merci pour vos réponses. Il est intéressant et surtout positif de noter qu'aucun incident grave n'ait été déploré et que le retour se passe de manière satisfaisante jusqu'à présent. Pour le reste, nous suivrons la façon dont cela va se passer et nous reviendrons éventuellement vers vous.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

*La réunion publique de commission est levée à 15.30 heures.
De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.30 uur.*